Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

MaPrimRénov’ sera en définitive maintenue



Le lobbying de la Fédération Française du Bâtiment aura été payant. Après 10 jours de négociation, la ministre du logement Valérie Létard a annoncé que le dispositif MaPrimRénov’ sera finalement maintenu pour les rénovations par gestes (chauffage et isolation).

Par contre, les travaux d’ampleur se trouveront prochainement gelés jusqu’au 15 septembre. Cette mise eu pause devrait permettre de résorber le surplus de dossiers en attente et d’affuter les moyens de lutter contre la fraude.

La Fédération Française du Bâtiment se félicite d’avoir obtenu gain de cause auprès du gouvernement. « C’est une belle et grande victoire de la FFB. L’absence de gel de l’aide aux monogestes redonne de l’espoir à des centaines de milliers d’artisans et d’entrepreneurs du bâtiment, rassure des centaines de milliers de ménages et rend à nouveau possible l’atteinte des grands objectifs de la transition écologique » précise Olivier Salleron, président de la FFB.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

MaPrimeRenov' victime de son succès

Banque de France : Continuer à avancer malgré les incertitudes



Maintenir le cap, ne pas baisser les bras, garder confiance, la Banque de France de Vaucluse veut avancer même si les incertitudes persistent.

Christine Gord, la directrice départementale de la Banque de France, le souligne lors de la conférence économique 2025 qui vient de se tenir à Avignon : « La visibilité est réduite. Les prévisions de croissance chiffrées à +1,1% en 2024, sont estimées à +0,9% en France et l'inflation devrait être contenue au-dessous de 2%, avec +1,6%. Mais l'augmentation des prix s'est quand même envolée de +20% ces dernières années et forcément les ménages et les entreprises en ont souffert. Le taux de chômage a progressé et devrait atteindre 7,8% avant de redescendre en 2027. Dans un monde politique et

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

économique aussi anxiogène les particuliers préfèrent épargner plutôt que consommer ou investir ».

Progression du surendettement en Vaucluse
La directrice départementale de la Banque de France continue de commenter le baromètre : « Entre 2023 et 2024, les crédits à l'habitat avaient plongé de -14,35%, mais on note qu'entre juillet et décembre dernier, ils ont progressé de 203M€ en Vaucluse. En revanche, le pourcentage de surendettement progresse chez nous de +16% alors qu'il est de +13,3% en Provence Alpes Côte d'Azur et de +10,8% en France ».

Résilience des entreprises
Du côté des entreprises, une enquête a été réalisée dans la région auprès d'un millier de dirigeants qui emploient 165 800 salariés et réalisent un chiffre d'affaires de 35 milliards d'euros. « Entre la dissolution, l'absence de gouvernement, le changement de premier ministre en quelques semaines, l'absence de cap, l'incertitude demeure. Les volumes d'affaires et les effectifs sont globalement maintenus, notamment grâce à l'export qui dope la croissance dans l'industrie, l'agro-alimentaire, la viticulture et la chimie. Mais le secteur des équipements électriques recule et ses investissements marquent le pas avec un taux de -23%. Autre secteur en berne : l'intérim quel que soit le secteur, -11,5% par exemple dans l'industrie, seule l'hôtellerie-restauration y échappe avec un chiffre d'affaires en hausse de +6,2%, pendant que la logistique et les transports souffrent eux aussi (-0,5% d'évolution du CA).



Daniel Léonard, président de la Fédération du BTP 84, et Christine Gord, directrice départementale de la Banque de France.

« La crise continue avec 29% de constructions en moins. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

Daniel Léonard, président de la Fédération du BTP 84

Tout un pan de l'économie continue à se fissurer : la construction et les travaux publics. Daniel Léonard, président de la Fédération du BTP 84 prend la parole : « La crise continue avec 29% de constructions en moins, moins 18% d'appel d'offres, des matières premières qui ont flambé de +20%. Nous ne pouvons plus investir mais nous faisons tout pour sauver les emplois et les entreprises du bâtiment. »

Les graphiques de la Banque de France montrent ce net repli avec -8,8% d'effectifs dans le second œuvre, -6,2% dans la construction et le gros œuvre. Toutefois, les dirigeants ne baissent pas les bras, ils espèrent améliorer leurs carnets de commandes avec 44% d'entre eux qui tablent sur une situation stable dans les mois qui viennent.

Le nombre de liquidations judiciaires a baissé l'an dernier

Enfin, Gérard Arnault, qui a présidé pendant 8 ans le Tribunal de Commerce d'Avignon devenu depuis le 1er janvier Tribunal d'activités économiques TAE parle des défaillances en France : plus de 66 000 en France, 6 764 dans la Région Sud avec un taux de +14,9% alors qu'en Occitanie il est de +13,6% et en Corse de +12,2%. « Mieux vaut prévenir que guérir. Plus tôt les patrons en difficulté font appel à nous, plus vite ils peuvent être guéris, c'est à dire sauver leur entreprise et leurs salariés. En Vaucluse, les entretiens prévention ont explosé de 116 en 2019 à 309 l'an dernier, les liquidations judiciaires ont baissé de -3,9% l'an dernier, du coup, on a réussi à sauver davantage d'emplois. »



Gérard Arnault, ancien président du Tribunal de commerce d'Avignon et la Christine Gord.

Des trésoreries à surveiller

Après la parenthèse enchantée des Jeux Olympiques et Paralympiques qui ont contribué à la progression de + 1/4 de point de croissance au 3e trimestre en France, l'activité risque de tourner au ralenti en 2025.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

Certes l'inflation pourrait continuer à refluer, mais les chefs d'entreprises sont souvent frappés de plein fouet par des factures impayées ou des délais de paiement rallongés : 18% sont payés 60 jours plus tard, ce qui met en péril la trésorerie et réduit à néant leur envie d'embaucher avec des lendemains aussi incertains.

Logement & habitat : La maison se lézarde pour le BTP en Vaucluse ?



Alors que la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics du Vaucluse réunira à la fin du mois la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Vaucluse, la chambre de l'immobilier du Vaucluse FNAIM84, la Fédération des promoteurs immobiliers de Provence et le Pôle Habitat FFB de Provence-Alpes Côte d'Azur et Corse, sur le thème 'La rentrée politique et économique du logement et de l'habitat en Vaucluse', les professionnels de la construction n'ont jamais été aussi inquiets sur l'avenir de leur activité. Pour eux, le secteur va droit dans le mur.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

« Nous traversons une crise, la récession, le ralentissement sont visibles ». C'est le président de la Fédération nationale du BTP, Olivier Salleron qui le disait sur Europe 1 ce lundi matin. Même son de cloche du côté de la Fédération de Vaucluse avec Emmanuel Méli, secrétaire général : « Nous partageons ce même constat. Chute de -30% des demandes permis de construire accordées, 1 dossier sur 2 de jeunes couples primo-accédants à la propriétés barré, taux de prêt en hausse, le PTZ (prêt à taux zéro) s'arrête net à la fin de cette année, quant à la Loi Pinel qui permettait aux propriétaires d'alléger leurs impôts, elle ne survivra pas à 2024. Et la construction de logements neufs a reculé de 30%, impactant toute la filière de l'acte de bâtir, de l'architecte aux artisans ». Bref, la maison BTP se lézarde.

Et ce n'est pas tout : le coût des matières premières a grimpé de +12%, le coût à la production aussi (+9,4%), le prix du gas-oil a doublé depuis 2020, passant de 1,16€ le litre à 2€ aujourd'hui et comme un engin de chantier avale 400l de fuel chaque jour, vous devinez l'explosion de la facture. Les matériaux aussi ont renchéri, les tuiles, comme le ciment, l'acier ou le verre.

Tout n'est pas si noir en Vaucluse

Pourtant, le tableau n'est pas totalement noir. Malgré ce climat morose de ralentissement, les tensions générées par la loi sur l'allongement de la durée de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux plein, l'inflation galopante et le pouvoir d'achat des français moyens en berne, quelques opérations lancées en 2022 donnent un peu d'oxygène aux 5 300 salariés du BTP en Vaucluse et à leurs patrons : le chantier du carrefour de Bonpas à Avignon Sud, la déviation d'Orange, la suppression du passage à niveau accidentogène de Petit-Palais, la rénovation de collèges, la construction du nouveau centre départemental des archives 'Memento' à Agroparc.

> « Des prix souvent multipliés par 2 entre le moment du devis et la facture ! »

« La demande de logements, de crèches est là. Elle pourrait permettre de maintenir les emplois. Pareil pour la rénovation thermique pour que les appartements ne soient plus des passoires. Elle devrait donner des millions d'heures de travail aux salariés du BTP aux entrepreneurs, sauf que la matière première se fait rare, son prix grimpe et qu'entre le devis proposé et la facture quelques mois plus tard, le prix est souvent multiplié par 2 et que le propriétaire ou le bailleur n'entend pas mettre la main à la poche » ajoute le secrétaire général. La loi Zan (Zéro artificialisation nette) en rajoute une couche mais, les entrepreneurs sont conscients de la présence sur le territoire de friches et de 'dents creuses' qui pourraient permettre de densifier le bâti existant sans grignoter trop de foncier.

Le report de la 2e tranche du tramway inquiète

Dans le non-résidentiel neuf, l'inquiétude est de mise quand on regarde les statistiques : -14% de surfaces pour des commerces, bâtiments agricoles et industriels même si on constate +7% de construction de bureaux et locaux administratifs. « Ce qui nous inquiète, c'est qu'on est à mi-mandat pour les maires. D'habitude, à cette période, les commandes publiques affluent, là ce n'est pas le cas, en plus le projet de ligne 2 du tramway d'Avignon est reporté » regrette Emmanuel Méli.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

Pour faire le point sur la situation et envisager les mois qui viennent, la Fédération du BTP 84 et son président Daniel Léonard, avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la FNAIM (les promoteurs immobiliers) et les notaires se rencontrent le 29 septembre prochain pour cette 'Rentrée économique 2023' et espèrent, sans doute, trouver des solutions pour chacun. Puisque le logement ce n'est pas que de l'économie et un toit sur la tête, c'est aussi du social, du vivre ensemble.

Sécurité, la Fédération du BTP et la prévention des risques professionnels re-signent



La Fédération du bâtiment et des travaux publics du Vaucluse (Fédé BTP 84) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse (OPPBTP Paca Corse) ont signé une convention de partenariat pluriannuelle

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

2023-2025.

«Nous porterons une attention renforcée sur les chutes de hauteur, les travaux en tranchée et les troubles musculo–squelettique (TMS), » a souligné Daniel Léonard, le président de la Fédération du BTP 84 aux côtés de Marc Soler, directeur de l'agence de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics Paca-Corse.

Les engagements

Les engagements de la convention s'articulent autour de la formation et de la prévention dans les métiers du BTP tels que le Lean management en construction (l'organisation optimisée), le DUER (document unique et d'évaluation des risques professionnels), le PPSPS (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé), le 'quart d'heure sécurité' (points réguliers d'échange) et les ateliers prévention.

Ingénierie de la sécurité

Outils et solutions pratiques sont mises à la disposition des entreprises, avec un accompagnement et un suivi personnalisé : audit de chantier, conseil et préconisations des ingénieurs de l'OPP BTP ; Enfin, les deux parties s'engagent au partage et à la mutualisation d'informations et contenus pédagogiques, veille technique et juridique tout au long de l'année.

En savoir plus

La FBTP 84 représente 370 adhérents et 5 300 salariés dans le département. L'interprofessionnelle a pour vocation de rassembler les entreprises de Bâtiment et Travaux Publics et de défendre les intérêts collectifs de la Profession.

MH

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

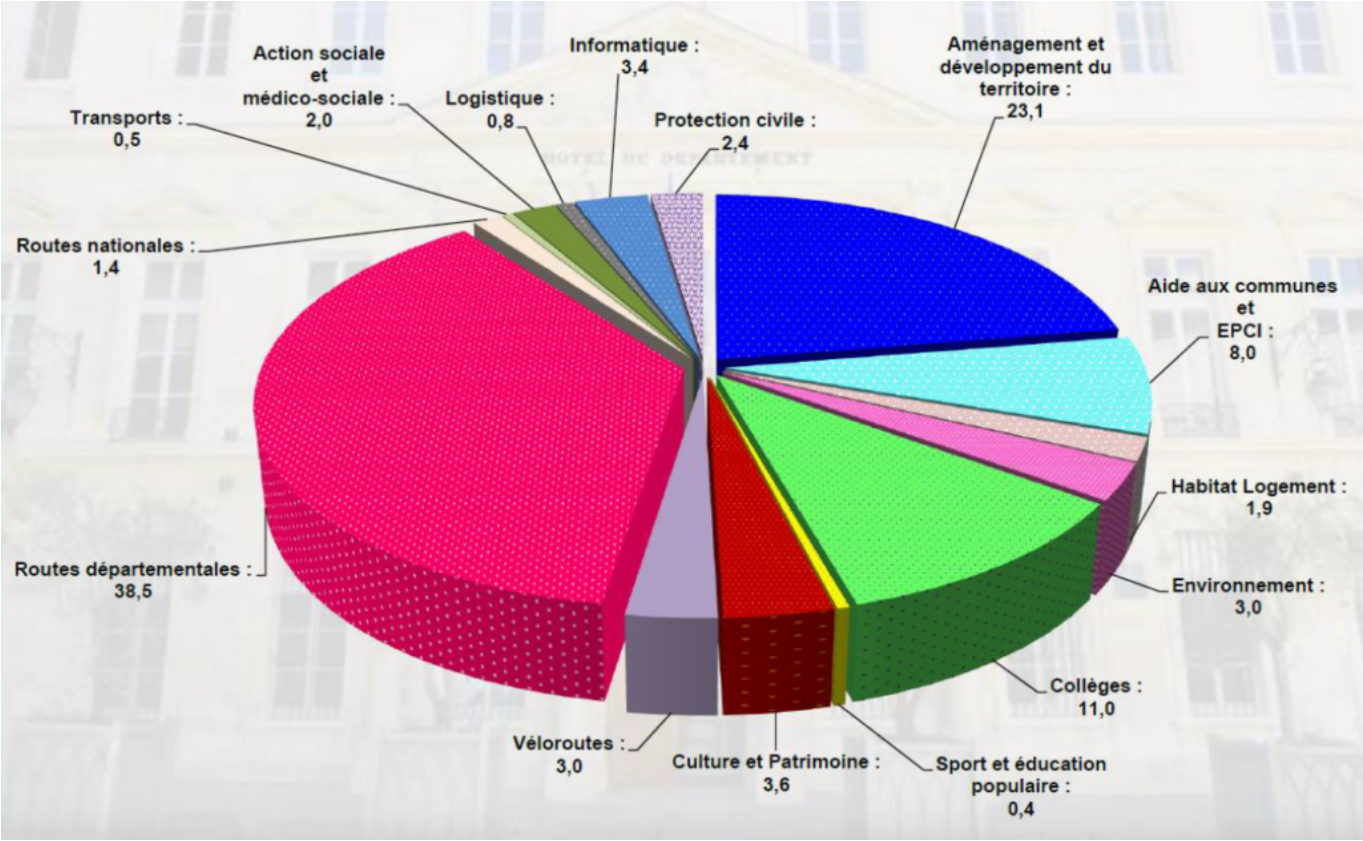


Marc Soler et Daniel Léonard

Le Conseil départemental de Vaucluse va investir 107 M€ en 2021

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026



Christian Pons avait invité Thierry Lagneau, en tant que vice-président, à présenter les projets d'investissement du Conseil départemental. Empêché, l'élu a confié la divulgation des chiffres et projets à Christophe Lauriol et Murielle Mazuy respectivement directeur-général adjoint en charge du Pôle aménagement et directrice des Bâtiments et architecture également au pôle aménagement du Conseil départemental de Vaucluse.

Synthèse

«Les indicateurs mensuels fournis par nos adhérents sont préoccupants, résume Christian Pons. Nous avons consommé notre réserve de travaux. Pour conserver les emplois, les chefs d'entreprise sacrifient la trésorerie qui s'effondre parce qu'il y a de moins en moins d'appels d'offre. Dans un même temps, travailler à bas prix est suicidaire ! La reprise qui devait se faire par le levier de la commande publique n'est pas au rendez-vous. Nous devons donc identifier la problématique et vous alerter pour faire évoluer, urgemment, la situation.»

107M€ d'investissement du Département

«Maurice Chabert, président du Conseil départemental, renouvelle ses investissements à la même hauteur que 2019, et le budget 2021 bénéficiera d'une hausse sensible a assuré Christophe Lauriol. Nous prévoyons un budget de 66M€ pour le volet voierie et 23M€ pour le bâtiment. Le budget exécuté sera

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

supérieur aux 70M€ réalisés en 2019. Plus de 30 chantiers sont en cours actuellement.»

Le bloc communal

«Le Plan de relance sur 3 ans, visant de nombreuses politiques publiques, soutiendra particulièrement le bloc communal et nous participerons au plan de relance Etat-Région notamment pour la dénivellation du PN15 (Ndlr : suppression du passage à niveau 15 et mise en sécurité de la RD900 entre le carrefour des glaces et le chemin du Grand palais entre Cavaillon et l'Isle-sur-la-Sorgue) à hauteur de 14M€.»

Résorption des points noirs routiers

«Nous nous engageons également à la résorption des points noirs routiers comme pour le carrefour de Bonpas, l'échangeur A7/A9 à Orange et soutiendrons la poursuite des projets de travaux de la Léo (liaison Est-Ouest). Les véloroutes bénéficient de toute notre attention particulièrement celles du Calavon pour la section Robion-Cavaillon avec un démarrage des travaux en janvier 2021, la Via Rhôna pour les sections Caderousse-Chateauneuf-du-pape et Sorgues, la passerelle de Sauveterre ainsi que la Via Venaissia entre Pernes-les-Fontaines et Velleron.»

Les accords-cadres

«Enfin, les accords-cadres (bons de commande, en cascade, subséquents) ont représenté environ 1 879 commandes en 2019 pour 6,992M€. Près de 1 508 commandes sont d'ores et déjà prévues à partir de janvier pour 6,835M€.»

Quelques exemples

«Les travaux en cours et à venir sont nombreux, a souligné Murielle Mazuy, comme la construction d'une agence et d'un centre d'entretien et d'exploitation routier à Carpentras pour presque 3M€, la restructuration et l'extension du collège Pays-des-Sorgues pour 3,547M€. La consultation pour la 2e phase de restauration des façades et des couvertures du Palais des papes est en cours pour presque 5M€, ainsi que la construction d'un bâtiment BDM à Apt pour 3,5M€ ou encore le centre d'entretien et d'exploitation routier à Apt pour 2,5M€ … »

Les prochains rendez-vous

Les prochains échanges, prévus courant novembre, se feront avec Laurent Gelle-Lacroix, Directeur Général de l'Aréa Région Sud (Agence régionale d'équipement et d'aménagement, entreprise publique locale d'ingénierie), et Amandine Luciani, directrice opérationnelle et du Développement.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

«Il y a urgence à faire travailler nos entreprises !» Christian Pons, président de la Fédé BTP 84



La Fédé BTP 84 demande au secteur public de soutenir l'activité. Les élections municipales puis la pandémie de Covid-19 ont considérablement freiné l'instruction des dossiers comme les autorisations de construire et le démarrage des travaux de structure. Plus rien ne figure à l'horizon 2021 sur les carnets de commandes et la trésorerie des entreprises s'amenuise dangereusement.

«On le sait dans le bâtiment, c'est le secteur public qui entraîne l'activité puis le secteur privé suit », prévient Christian Pons, président de la Fédé BTP 84. Alors le professionnel de chez Girard, filiale de Vinci s'arme de son bâton de pèlerin pour inviter toute la sphère capable de le soutenir dans sa tâche en invitant Gilles Ripert, président de la Communauté de communes du Pays d'Apt-Luberon, Jean-François Lovisolo, président des maires de Vaucluse ou, encore, le Conseil départemental. Mission ? Faire le point

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

sur les opérations de BTP en cours et s'intéresser de près à l'avancement des dossiers éligibles au Plan de relance.

Secteur public

«Nous procédons régulièrement à des sondages auprès de nos adhérents, entame Christian Pons, qui ont eu lieu en juin, septembre et octobre dont nous proposons la synthèse émanant des entreprises du bâtiment et des travaux publics. Pour sauvegarder nos entreprises et les emplois qu'elles génèrent, il serait souhaitable que les donneurs d'ordre du département accélèrent la sortie de leurs projets d'investissement en équipements structurels alors même que ce 2e confinement vient d'être décrété.»

Covid-19, 2e vague

«Nous ne sommes pas le 17 mars où nous avions été choqués par les propos de Muriel Pénicaud, ministre du Travail (Voir Echo du mardi du 25 mars). Nous étions dénués de tout, ne disposant pas de masques. Nous avions, à l'époque, réalisé une enquête et nous n'avions même pas de quoi tenir une semaine ! Aujourd'hui la situation est différente. La 3e version du guide de l'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics) édicte toutes les procédures d'intervention permettant aux entreprises d'agir en toute sécurité. Comme l'a souligné Jean Castex, Premier ministre, nous sommes l'un des fers de lance de l'économie et devons continuer à activer cette chaîne de l'industrie qui compte dans et pour notre pays.»

Les enquêtes mensuelles de conjoncture

«Les enquêtes menées auprès des adhérents fin juin, septembre et octobre montrent, chaque mois, une nette dégradation de l'activité due à la baisse de la consultation des appels d'offre. Le niveau de la trésorerie continue de diminuer, même si les entreprises résistent pour maintenir l'emploi. Ces 'remontées de terrain' font également état de l'accroissement des problèmes liés à la Covid-19, comme de la diminution du carnet de commandes avec des prix qui chutent, du coût du reste à charge (mesures sanitaires de la Covid-19) sur les chantiers en cours et du personnel qui connaît des problèmes de garde d'enfant et de santé.»

La consultation des appels d'offre en chute

«Le nombre de consultations des appels d'offre diminue tout aussi sensiblement étant qualifié, par les entreprises vauclusiennes, d'insuffisant, voire de très insuffisant. En cause ? La baisse des consultations du secteur public et la sur-règlementation française qui freinent l'activité. Le prix des marchés attribués chute, les chefs d'entreprise prenant des chantiers qui vont grever leur trésorerie car ils veulent faire travailler leurs salariés.»

> **«Cette situation exceptionnelle et grave nous enjoint à demander la simplification administrative. Cette sur-réglementation est une malédiction !» Christian Pons**

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

Plan de relance

«Aujourd'hui, nous sommes tous volontaires pour que l'économie ne décroche pas mais, pour cela, il faut trouver des solutions : accélérer la sortie des projets en laçant des consultations. Alors que la pandémie de Covid-19 croît, que le nombre de chantiers diminue, que les prix s'exercent à la baisse, le gouvernement annonce un plan de relance de milliards d'€. Mais pour y être éligibles, les dossiers doivent être instruits, notamment, si le bloc communal éprouve des difficultés d'ordre technique, avec l'aide du Cinov (Fédération patronale française représentative créée pour promouvoir et défendre les entreprises des métiers de la prestation intellectuelle du conseil, de l'ingénierie et du numérique.) La chaîne d'instruction des permis de construire ne doit pas être rompue et les commissions d'appels d'offre doivent pouvoir continuer à se réunir,» relève Christian Pons avant d'inviter Jean-François Lovisolo, président des maires de Vaucluse, à s'exprimer.

Jean-François Lovisolo, président des maires de Vaucluse et maire de la Tour d'Aigues

«Les élections municipales qui se sont déroulées en deux actes et le temps d'attente de l'investiture pour obtenir un exécutif et un conseil municipal complet ont posé des difficultés. Les maires sont les alliés du BTP parce que ces structures créent de l'activité, de l'emploi local -parfois peu qualifié- et fait vivre le territoire.»

Des finances recentralisées

«Nous vivons cette même situation complexe avec des finances recentralisées, notamment par les interco et une fiscalité locale sur laquelle on ne peut pas 'jouer' pour essayer de financer les projets, relate Jean-François Lovisolo. Nos charges de fonctionnement ne cessent d'augmenter et les ressources dynamiques sont supprimées, voire remplacées par des dotations qui n'évoluent pas. La variable d'ajustement reste donc l'investissement.»

Les contraintes

«Les contraintes administratives sont fortes. Modifier un PLU (Plan local de l'urbanisme) requiert 4 ans lorsqu'il n'y a ni recours ni contentieux. Nous avons voulu, à la Tour d'Aigues, élaborer un pôle environnement pour la construction d'une déchetterie. Il n'y en avait pas dans tout le sud du département. L'idée est née en 2004 et la déchetterie a été inaugurée en 2016 ! Enquête publique, modification du PLU, études d'impact, contentieux des voisins, recours administratifs, appels ont ponctué le temps… »

Zone industrielle de Cadenet

«Nous avons voulu mener un programme de logements sociaux sur une autre commune. Nous avons acheté les bâtiments en 2008 et les avons inaugurés en 2016. C'est toute la difficulté d'obtenir des financements et, surtout, les autorisations administratives. En ce moment nous travaillons avec l'interco

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

(Ndlr : Communauté de communes territoriale Sud-Luberon Cotelub), sur l'extension de la zone industrielle 'Meillere', à Cadenet. Nous nous sommes rendus compte que les contraintes environnementales –particulièrement l'écoulement des eaux, les préconisations inondations- et les modifications du PLU ne nous permettaient d'urbaniser que 40% de ces 4,5 hectares pour une facture de 4M€ d'investissement… ce qui nous fait hésiter à lancer le chantier. Est-il bien utile de n'aménager que la moitié du terrain par rapport à ce que coûtera cette extension ? Nous portons ce projet depuis 4 ans, si nous n'allons pas au-delà, il nous faudra porter un autre projet sur 4 autres années. C'est beaucoup de temps perdu…»

Saisir les parlementaires sur la sur-administration

«Je ne comprends pas qu'un PLU ne puisse pas être modifié en un an. Un an c'est le temps de l'entreprise, de l'activité, de lancer les projets. Aujourd'hui ce sont 4 à 5 ans. Nous pourrions, ensemble, Association des maires de Vaucluse et Fédé BTP 84, saisir nos parlementaires pour la simplification administrative dont tout le monde parle –les présidents Sarkozy, Hollande, Macron- et pour laquelle rien n'est fait. Avec les nouvelles règlementations sur l'environnement, le gouvernement déconseille fortement d'intervenir sur les terres agricoles, mais nous ne pouvons pas intervenir sur le foncier urbanisé au coût trop élevé…»

Maintenir l'activité coûte que coûte

«Le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures sanitaires conduisant au confinement et à la fermeture de certaines activités économiques, relatent les organisations professionnelles de la construction et des travaux publics. En ce qui concerne le BTP, les artisans et les entrepreneurs vont continuer à travailler, dans le respect du guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus rédigé par l'OPPBTP.

Dans le contexte particulier du confinement, les organisations professionnelles de la filière construction déclarent, en qualité d'acteurs responsables et engagés, tout faire pour maintenir l'activité sur le territoire ;

protéger les salariés de la filière en respectant les règles sanitaires et le protocole de préconisations de la filière ; préserver l'approvisionnement des chantiers en matériaux et équipements ; favoriser l'embauche des jeunes et maintenir l'apprentissage.

Les fédérations redoutent le blocage administratif

Egalement, elles font appel à la responsabilité collective et au sens du bien commun pour prévenir : les risques d'arrêt de chantiers ou de réticence des clients à faire des travaux chez eux pendant les périodes de confinement. Elles redoutent le blocage des permis par les services instructeurs des collectivités locales, des signatures de contrats et des actes de vente ; des livraisons ; les difficultés de circulation et de transport des équipes, les dégradations et les vols pouvant survenir en marge des chantiers.

Et économique

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

Les acteurs de la filière construction représentent plusieurs centaines de milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel sur l'ensemble du territoire national, réalisés par des centaines de milliers d'entreprises de toute taille, plus de 4 millions d'emplois œuvrant à la cohésion sociale. Les professionnels de l'acte de bâtir affirment la nécessité d'une action collective en amont et aval de la filière construction pour maintenir les emplois.

La salle s'exprime

Besoin d'appels d'offres

«Nous faisons tout pour conserver nos emplois en prenant même des chantiers avec des prix bas mais à un moment donné nous ne pourrons plus faire face. C'est maintenant que nous avons besoin d'accéder à ces marchés. Nous avons besoin de ces appels d'offre. Nous ne savons plus où nous allons. Nos plannings datent de 2019. Nous passerons l'année mais le manque d'appel d'offre se fera jour 1er semestre 2021.»

Luc Faure, Eurovia

L'empilement des règlementations

«L'empilement des règlementations, le poids des normes nous tue à petit feu. Il est temps de porter cette problématique avec l'Association des maires auprès des parlementaires puisque même les préfets nous disent ne pas avoir la main. Nous, nous recherchons la simplicité. Les délais de sortie de projets de même nature sont différents selon les départements. Nous travaillons sur la notion de court terme et le 1er semestre 2021 sera terrible. Lors de la 1ère vague de Covid-19, il ne s'est rien fait parce que les maires n'arrivaient pas à réunir leur conseil municipal. Les personnels qui analysaient les offres n'analysaient plus rien… Plus rien ne se faisait au moment où nous en avions le plus besoin. Ce court terme vous appartient, mesdames, messieurs les maires. On ne peut pas arrêter les projets parce que l'on ne peut plus se réunir.»

Daniel Léonard, Midi travaux

Plan de relance & Plan Etat-Région

«On entend parler de 3,8 milliards du plan de relance qui s'étendrait sur deux ans. Etes-vous prêt à étayer les dossiers de ces projets ?» «A ce jour nous ne possédons pas d'information précises et ne savons pas sur quels domaines ce plan de relance interviendrait, répond Jean-François Lovisolo. Nous

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

sommes preneurs de vos informations pour lancer ces projets. Le Département de Vaucluse va, sous peu, créer une agence d'urbanisme dans laquelle figureront l'Association des maires, le CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) et les services d'instruction du Conseil général. La structure fera l'accompagnement du portage de projet pour les communes. Cette création fait suite à ce que le Conseil départemental s'est aperçu que les communes –de toutes tailles- ne consommaient pas les aides qui leur étaient dédiées faute de capacités techniques : ingénierie, suivi, accompagnement et maîtrise d'ouvrage. Ce que je crains ? C'est qu'à un moment le Plan Etat-Région soit alimenté par le Plan de relance.»

Eric Guirado, Eiffage TP

L'arnaque des bas prix

«Beaucoup de nouveaux maires ont pris leur fonction dans le Comtat-Venaissin. De beaux projets annoncés pendant la campagne vont émerger. Il est important que les petites entreprises et artisans accèdent à ces nouveaux marchés particulièrement en cette période car, pour elles, c'est aussi crucial que vital. Pourtant, des entreprises arrivent de nulle part, annonçant des prix abracadabrants pour un chantier dont on sait qu'elles ne le finiront pas… Il faudra relancer les consultations et le chantier prendra plus d'un an de retard et la facture pèsera plus lourd à l'arrivée. La Fédé BTP et l'association des maires pourraient-elles travailler ensemble pour que les marchés locaux soient accessibles aux entreprises tout aussi locales ?»

Sylvie Bres, Bres électricité

BTP Vaucluse : une charte de bonnes pratiques pour faciliter la reprise sur les chantiers

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026



La Fédération du Bâtiment et travaux publics de Vaucluse et le Grand Avignon viennent de signer une charte de bonnes pratiques afin d'organiser et d'assurer au mieux les conditions de la reprise d'activité dans le respect des règles sanitaires liées à la crise du Covid-19.

C'est un document à l'initiative de la Fédération BTP 84 résultant d'un travail de concertation mutuelle avec les acteurs du secteur qui vient d'être signé par le Conseil régional Paca de l'Ordre des architectes, la CINOV Paca-Corse, les constructeurs et aménageurs de la Fédération française du bâtiment ainsi que le Grand Avignon. Reposant sur des valeurs communes, la charte doit permettre de préparer les conditions d'une reprise totale d'activité en favorisant la mise en œuvre de procédures garantissant la sécurité des personnes face au Covid-19, mais se doit également d'assurer la pérennité des entreprises et du tissu économique local ou encore de préserver équitablement les intérêts de l'ensemble des intervenants de la chaîne de production.

Parmi les points évoqués dans le document, la question des surcoûts générés par la suspension de l'activité ces derniers mois est inévitable. « C'est un sujet sensible mais important pour lequel il faut poser un cadre, explique Christian Pons le président de la Fédération vauclusienne du BTP. Il faut que l'analyse de ces surcoûts puisse être faite avec l'ensemble des acteurs dans un travail de co-construction afin de voir comment les gérer et les partager. » De son côté, le président du Grand Avignon Patrick Vacaris estime que « les surcoûts évidents liés à la crise sanitaire doivent être évalués, négociés et financés. Les entreprises ne doivent pas les porter à elles seules, on a besoin de solidarité. Cette année nous avons voté 71 millions de travaux nouveaux donc il faut que les entreprises soient accompagnées

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

dans ces surcoûts générés par l'après-Covid. »

Si 90 % des chantiers de BTP ont redémarré dans le département depuis le déconfinement, le président de la Fédération BTP Christian Pons précise que « parmi ces 90 %, 20 % de ces chantiers connaissent des difficultés. Par ailleurs, les effets de la crise sur le secteur du BTP ne se verront qu'à la rentrée. C'est pourquoi cette charte porte aussi sur l'avenir puisqu'elle va prendre en compte le risque de crise dans les futurs appels d'offres. »

BTP : « Louez, c'est gagné ! »



Le secteur de la location et de la distribution de matériels a lui aussi été fortement impacté par la crise sanitaire et l'arrêt d'activité. Bertrand Carret, président de la Fédération nationale des Distributeurs, loueurs et réparateurs (DLR) de matériels de bâtiment, de travaux publics et de manutention, également PDG de Leader Rent et Rentforce, Bertrand Carret fait le point sur la situation et les perspectives de la

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

filière.

Vous êtes président de la fédération nationale DLR depuis 3 ans. Comment votre filière a-t-elle vécu le confinement et cette crise sanitaire qui s'est abattue sur le monde ? Comment vos entreprises se sont-elles organisées ? Et vous, par exemple chez Rentforce, comment cela s'est passé ?

« La location et la distribution de matériels de BTP ont vécu, dans leur ensemble, quatre belles années entre 2016 et 2019. Le premier trimestre 2020 était parti sur d'excellentes bases, malgré le contexte des élections municipales, qui voient généralement un ralentissement des travaux. Ce grand élan a été freiné sec : le Covid-19 a vraiment saisi le marché par surprise. D'autant qu'à l'instar d'autres pays, le BTP pouvait continuer légalement de travailler. Les grands groupes ne l'ont pas vu ainsi pour des raisons sanitaires évidentes et de responsabilités. Chez Rentforce et Leader Rent, la priorité a été alors la mise en sécurité des équipes et du matériel. Nous avons, pour l'ensemble de nos 15 sites, réparti nos collaborateurs, selon leur situation en confinement : télétravail, garde d'enfant, chômage partiel ou en poste dans nos agences pour assurer l'assistance de nos clients et le SAV ».

Le déconfinement a démarré : comment la filière s'est-elle organisée pour accompagner la reprise d'activité de ses clients ? Notamment dans le secteur du bâtiment auquel vous êtes très liés ?

« La filière a totalement accompagné l'arrêt d'activité de nos clients le 17 mars, la reprise des artisans début avril après la réouverture du négoce de matériaux, puis enfin les filiales des grands groupes fin avril et au déconfinement le 11 mai. Toutes les mesures de prévention sanitaires ont été prises dans les agences de location et les établissements des concessionnaires pour rassurer les clients et les collaborateurs ».

> **« Les tensions sur les trésoreries des PME vont apparaître ce mois-ci et en juin compte tenu des règlements à 60 jours dans le BTP. »**

Au niveau économique, quelle était la situation du secteur DLR avant la crise ? Il semble que 2019 avait été marquée par une progression de chiffre d'affaires pour l'ensemble des filières.

« Au niveau économique le secteur de la location a connu une année 2019 de très bonne qualité tant au niveau de l'activité (4 milliards) que des investissements. Le marché selon les régions a connu une croissance de 5 à 10 % privilégiant les grandes agglomérations comme Bordeaux ou le littoral Atlantique.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

Comment voyez-vous l'année 2020 et quelles seront les conséquences économiques et sociales de cette crise sur le secteur DLR ? Les filières sont-elles toutes impactées de la même manière ou bien certaines vont s'en sortir mieux que d'autres ?

« L'année 2020, qui avait bien démarré, va être très compliquée après une baisse drastique d'activités pendant ces derniers mois. Les tensions sur les trésoreries des PME vont apparaître ce mois-ci et en juin compte tenu des règlements à 60 jours dans le BTP. Des incidents de paiements et des dépôts de bilan apparaîtront inévitablement et concerneront les PME les plus endettées, les plus fragiles ou n'ayant pas réussi à obtenir un PGE (prêt garanti BPI) ».

Le gouvernement a-t-il selon vous pris les bonnes mesures pour gérer cette crise et les conséquences du confinement sur les entreprises (chômage partiel, etc.) ?

« Le gouvernement a décidé un confinement de près de 2 mois, nécessaire sur un plan sanitaire car aucune politique de prévention n'avait été mise en place (masques, tests, fermetures aéroports…). Cette durée de 2 mois non prévue au départ s'avère catastrophique pour l'économie réelle ».

> **« Cette crise, s'il n'y a pas de nouvelles périodes de confinement, sera digérée en 24 mois. »**

Selon vous, cette crise sanitaire qui a pour conséquence une crise économique va-t-elle accélérer les tendances que vous observiez ces dernières années sur le marché de la location et de la distribution de matériels ou au contraire les freiner ?

« Cette crise du COVI-19 va faire évoluer les façons de travailler, c'est une évidence. Télétravail, dématérialisation des factures/bons de commandes, plateformes de téléchargements, visioconférences vont se développer et en même temps cela va freiner l'investissement donc l'arrivée de matériels innovants et plus respectueux de l'environnement. Seules les décisions politiques changeront le cours des choses dans les villes ».

In fine, cette crise peut-elle représenter une source de nouvelles opportunités pour le secteur DLR ?

« Cette crise, s'il n'y a pas de nouvelles périodes de confinement, sera digérée en 24 mois. Elle

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

représente une source d'opportunités pour les 1 600 entreprises de la profession et ses 30 000 salariés car elle a montré tout l'intérêt pour les entreprises du BTP de ne pas avoir de parcs de matériels en propre qui dorment pendant le confinement ou toute autre crise. En permettant la variabilisation de ses charges, louez c'est gagner pour le BTP ! »

Par Vincent Rousset pour Reso Hebdo Eco

L'Echo du Mardi est l'un des trois membres fondateurs du *Réso Hebdo Eco* avec le groupe ECOmédia et la *Tribune Côte d'Azur* .

L' Echo du Mardi N°3907 du 25 février 2020



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 19 novembre 2026

Cette semaine !

LE DOSSIER

Châteauneuf-du-Pape / Entre ciel et vignes

ACTUALITÉ

Tricastin / Démantèlement d'Eurodif, c'est parti !

POLITIQUE & TERRITOIRE

Fédé BTP84 / Maires, prêtez attention à vos équipements

ÉCONOMIE

Commerce / Les soldes ne font plus recette

CULTURE

Les rendez-vous culture et loisirs

JURIDIQUES

Annonces légales et Appel d'offres

Pour en savoir plus, abonnez-vous à l'Echo du Mardi!